

## Comment apprécier les effectifs 1<sup>er</sup> janvier 2026 ?

### Sont pris en compte

#### 1- Les fonctionnaires Titulaires et Stagiaires

<b>A temps complet ou non complet</b>	Temps non complet dans plusieurs collectivités, merci de préciser en observation les autres collectivités employeurs
<b>En position d'activité, de congé parental</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- A temps partiel ou temps partiel thérapeutique</li> <li>- En congé (annuels, pour raison de santé, maternité, paternité, formation...)</li> <li>- En congé parental</li> <li>- En ASA liées à des engagements syndicaux, évènements familiaux...</li> <li>- En décharge de service pour raison syndicale</li> <li>- En suspension disciplinaire</li> <li>- Mise à disposition (<i>Totale : collectivité d'accueil, Partielle : collectivité d'origine et d'accueil si CST différents</i>)</li> <li>- En congé de présence parentale ou en congé de solidarité familiale</li> <li>- En congé de proche aidant</li> <li>- Agent suspendu</li> </ul>
<b>Recrutés en détachement</b>	Electeur dans la collectivité d'accueil

#### 2 - Les agents contractuels de droit public ET de droit privé

*A temps complet, temps non complet ou temps partiel*

*Droit public : Recrutés en application des articles L.332-8, L.332-10, L.332-13, L.332-14, L.332-23, L.332-24, L.326-10, L.352-4, L.343-1, L.333-1 et L.333-12, L.445-1 du CGFP*

- Accroissement temporaire d'activité,
- Accroissement saisonnier,
- Contrat de projet
- Remplacement temporaire,
- Vacance temporaire d'un emploi,
- Emploi permanent, CDI, contrat handicapé, de direction, de collaborateur de cabinet ou groupes d'élus

*Code d'action social : Les assistants maternels et familiaux*

*Code du travail : L.1224-3 (transfert privé-public)*

<b>En position d'activité, de congé parental</b>	<p>Bénéficiaire d'un CDI ou d'un CDD depuis au moins 2 mois (<i>en poste le 1<sup>er</sup> novembre 2025</i>) d'une durée minimale de 6 mois ou d'un CDD reconduit successivement depuis au moins 6 mois (sans interruption)</p> <p>Ou être en <u>congé rémunéré</u> (<i>en congés annuels, maternité ou paternité, congés de formation, congés de maladie, grave maladie, accident du travail...</i>)</p> <p><b>OU congé parental</b></p>
--	--

## Sont donc Exclus

Les agents **en disponibilité, en congé spécial**

Les agents **en détachement à l'extérieur** (*autre administration ou entreprise ...*)

Les agents **en congé sans traitement** (*pour les agents stagiaires*)

Les agents **exclus à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2026** (*mesure disciplinaire*)

Les agents **en congés non rémunérés pour les contractuels** (*congé maladie sans rémunération, maternité sans rémunération...*)



## Cas particuliers – Je retiens dans mes effectifs ?

### Mise à disposition/Détachement

Mis à disposition dans une autre collectivité	- <b>Totale</b> : Non - Collectivité d'accueil - <b>Partielle</b> : Oui - Collectivité d'origine + d'accueil si CST différents
Mis à disposition ou détachés auprès d'un groupement d'intérêt public (GIP) ou d'une autorité publique indépendante (ex : MdpH)	Oui – Collectivité d'origine
Mis à disposition de fonctionnaires au sein des groupements de coopération sociale et médico-sociale (GCSMS) créés par les CCAS	Non
Mis à disposition ou détachés d'office auprès d'un EPIC	Non (l'EPIC doit créer un CSE)
Mis à disposition auprès d'organisme privé	Non- si mis à disposition pour la totalité de leur temps d'emploi
Départ en détachement d'un fonctionnaire territorial auprès de l'État ou FPH	Non - collectivité d'accueil
Départ en détachement sur un emploi fonctionnel (2 collectivités distinctes)	Non - Collectivité d'accueil
Départ en détachement auprès d'une structure privée	Non

## Autres cas

SPIC dont la gestion est assurée en régie qui détient la personnalité morale <u>et</u> l'autonomie financière	Non – Création d'un CSE
SPIC dont la gestion est assurée en régie qui détient uniquement l'autonomie financière	Oui – service de la collectivité
<p>Fonctionnaire exerçant sur plusieurs collectivités et titulaire sur un seul grade (intercommunaux)</p> <p>Les agents titulaires de plusieurs grades exerçant sur plusieurs collectivités (pluri-communaux)</p> <p>Contractuels exerçant sur plusieurs collectivités</p>	<p><b>Quel que soit le cas de figure, agent comptabilisé qu'une seule fois, s'il relève du CST placé auprès du CDG pour toutes leurs collectivités d'emplois.</b></p> <p>Ainsi, afin de respecter cette règle, l'agent est comptabilisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans la collectivité auprès de laquelle il effectue le plus d'heures de travail,</li> <li>- dans la collectivité où il a le plus d'ancienneté en cas de durée de travail identique dans chaque collectivité.</li> </ul> <p><b>Comptabilisé dans les collectivités qui relèveraient d'un CST différent</b></p>
Emploi Partagé (Centre de Gestion employeur)	Non, effectif du CDG
Les agents maintenus en surnombre	Sont comptabilisés dans le CST de la collectivité qui les a placés dans cette position
Les FMPE (Fonctionnaires momentanément privés d'emplois)	<p>CDG en l'absence d'affectation et/ou de mise à disposition</p> <p>Collectivité d'accueil si mis à disposition</p>
Agents des OPH (fonctionnaires et contractuels)	Non - Relèvent du comité social et économique (CSE)
Contractuels missions temporaires du CDG 22	Non - Effectif du CDG
Vacataires	<p><b>NON</b> en principe pour les « vrais » vacataires nommés sur un emploi effectivement limité dans le temps et répondant à un besoin ponctuel.</p> <p><b>SAUF</b> si ce sont des « faux » <b>vacataires employés tout au long de l'année</b>, même sur une faible durée par semaine, l'emploi étant considéré comme permanent dans ce cas s'ils remplissent les conditions (durée du contrat et présence au 01/11/25 et 01/01/26)</p>
Service civique	Non
Contrat aidés	Oui – s'ils remplissent les conditions (durée du contrat et présence au 01/11/25 et 01/01/26)

Fonctionnaires exclus de leurs fonctions (mesure disciplinaire)	Non - Les fonctionnaires exclus de leurs fonctions suite à sanction disciplinaire à la date du 1er janvier 2026 ne sont pas en position d'activité.
Contractuels exclus de leurs fonctions (mesure disciplinaire)	Non - Les agents exclus de leurs fonctions suite à sanction disciplinaire à la date du 1er janvier 2026 ne sont plus rémunérés.
Les agents fonctionnaires et contractuels suspendus (mesure disciplinaire)	Oui - sont considérés en position d'activité, et sont donc à comptabiliser.

- Cas des agents contractuels en CDD : appréciation des conditions d'ancienneté**

Contrat(s)	Durée totale	Electeur ?
Du 01/09/2025 au 31/02/2026	6 mois	Oui
Du 01/07/2025 au 31/07/2025 Du 01/08/2025 au 30/09/2025 Du 01/10/2025 au 31/12/2025	Durée : 6 mois mais absent au 01/01/2026	Non
Du 01/12/2025 au 31/05/2026	Durée 6 mois ok mais absent au 01/11/2025	Non
Du 01/11/2025 au 30/04/2026	Durée 6 mois ok depuis au moins 2 mois	Oui
Du 01/08/2025 au 31/10/2025 Du 01/11/2025 au 31/01/2026	Durée 6 mois ok depuis au moins 2 mois	Oui
Du 01/08/2025 au 31/10/2025 Du 02/11/2025 au 01/02/2026	Durée 6 mois ok mais coupure le 01/11/2025	Non
Du 01/08/2025 au 31/10/2025 Du 01/11/2025 au 30/11/2025 Du 01/12/2025 au 31/12/2025 Du 01/01/2026 au 31/01/2026	Condition des 6 mois ok mais pas de visibilité sur les 6 mois au 01/11/2025	Oui peut-être